

PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

**DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES
ET DE L'ENVIRONNEMENT**
Bureau de la réglementation
et de l'environnement

ARRÊTÉ

LE PRÉFET DE SAÔNE ET LOIRE

Déconsignation de somme
SAS SABLIERES DE TOULON
Route d'Uxeau
71320 TOULON-SUR-ARROUX
Carrière de « la Plaine du Taluchot »
à Toulon-sur-Arroux.
N°

Vu le code de l'environnement, livre V titre 1er, notamment les articles L172-6, L171-8, L172-1, L511-1, L512-3 et L514-5,

Vu l'arrêté préfectoral n° 01/0114/2-2 du 11 janvier 2001, autorisant la SAS SABLIERES DE TOULON à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de Toulon-sur-Arroux, lieudit «La Plaine de Taluchot»,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2012212-0004 du 30 juillet 2012 mettant en demeure la SAS SABLIERES DE TOULON de respecter l'article 15 de l'arrêté d'autorisation susvisé pour sa carrière de la Plaine de Taluchot,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014100-0021 du 10 avril 2014 portant consignation de somme,

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant le 25 août 2014, conformément aux articles L171-6 et L514-5 du code de l'environnement,

Considérant que l'exploitant a effectué les travaux suivants : mise en place d'un dispositif formant un obstacle à la pénétration des personnes sur le site,

Sur proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire,

ARRÊTE

ARTICLE 1er :

La procédure de restitution des sommes consignées, en application de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2014 portant consignation prévue à l'article L171-8 du code de l'environnement, est engagée en faveur de la SAS SABLIERES DE TOULON route d'Uxeau – 71320 Toulon-sur-Arroux, concernant la carrière exploitée au lieu-dit « La Plaine de Taluchot »

ARTICLE 2 :

Les sommes consignées peuvent être restituées à la SAS SABLIERES DE TOULON en raison de l'exécution des mesures prescrites. Le montant devant être restitué s'élève à 10 000 euros.

ARTICLE 3 - :

Conformément à l'article L514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être contestée auprès du tribunal administratif de Dijon dans les délais prévus à l'article R514-3 du même code :


- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.
- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée

ARTICLE 4 :

Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SAS SABLIERES DE TOULON et dont copie sera faite à :

- M. le maire de Toulon-sur-Arroux
- M. le sous-préfet de Charolles,
- M. le responsable de l'unité territoriale de Saône-et-Loire de la DREAL de Bourgogne à Mâcon.

Mâcon, le **4 SEP. 2014**
Le préfet

 Pour le Préfet,
**Secrétaire Générale de la
Préfecture de Saône-et-Loire**

Catherine SÉGUIN